

LE TOURNANT GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE APRÈS LA GUERRE EN UKRAINE : Quelle place pour la Méditerranée dans son récit stratégique ?



Samira MENASRIA
Université d'Alger 3, (Algérie)
samiramenasriaa@gmail.com

Date de soumission: 27/09/2025 Date d'acceptation: 30/11/2025 Date de publication: 28/12/2025

Résumé : La guerre en Ukraine a bouleversé l'ordre géopolitique européen et a mis en évidence les vulnérabilités de l'Union européenne (UE), principalement sur le plan énergétique et sécuritaire. Ceci a contraint l'UE à repenser ses priorités stratégiques en adoptant une approche géopolitique dans l'élaboration de sa politique étrangère.

Cette étude examine la place de la Méditerranée dans les nouvelles priorités stratégiques de l'UE et interroge sa portée réelle sur les relations euro-méditerranéennes : parle-t-on d'une véritable reconnaissance des pays méditerranéens comme partenaires stratégiques égaux, ou bien le cadre normatif reste dominant et transforme la Méditerranée en un simple espace de projection de puissance de l'UE ?

Mots-clés: l'Union européenne ; espace méditerranéen; géopolitique contemporaine ; sécurité énergétique; puissance normative; récit stratégique.

المخلص: أحدثت الحرب في أوكرانيا تغييرات جذرية في النظام الجيوسياسي العالمي وسلطت الضوء على نقاط ضعف الاتحاد الأوروبي لا سيما في مجالي الطاقة والأمن. وقد أجبر هذا السياق الجيوسياسي الجديد الاتحاد الأوروبي على إعادة النظر في أولوياته الاستراتيجية من خلال تبني مقاربة جيوسياسية في صياغة سياسته الخارجية الهادفة إلى الاستقلال الاستراتيجي. تعالج هذه الدراسة مكانة البحر الأبيض المتوسط في الأولويات الاستراتيجية الجديدة للاتحاد الأوروبي وتستفسر عن المدى الحقيقي لهذا التحول الجيوسياسي على العلاقات الأورو-المتوسطية: هل يعد الأمر اعترافا حقيقيا بالدول المتوسطية كشركاء استراتيجيين متساوين، أم أن المقاربة المعيارية لا تزال مهيمنة على العلاقات الأورو-المتوسطية، مما يجعل البحر الأبيض المتوسط مجرد مجال لإبراز قوة الاتحاد الأوروبي؟

الكلمات المفتاحية: الاتحاد الأوروبي؛ الفضاء المتوسطي؛ الجيوسياسية المعاصرة؛ الأمن الطاقوي؛ القوة المعيارية؛ السرد الاستراتيجي.

Introduction:

Depuis 2022, on assiste en Europe à un bouleversement géopolitique majeur qui a eu des répercussions directes en Méditerranée. Ces mutations géopolitiques ont marqué un tournant significatif dans la politique extérieure de l'Union européenne (UE), notamment sur des questions stratégiques liées à l'énergie et à la sécurité, la contraignant à redéfinir ses priorités stratégiques et reconsidérer le rôle des pays méditerranéens dans l'échiquier européen. Ces derniers représentent désormais des partenaires énergiques stratégiques face aux tensions gazières avec la Russie.

Cette nouvelle donne a permis aux pays méditerranéens de jouer un rôle crucial comme acteurs énergétiques incontournables pour l'UE qui cherche à assurer sa sécurité énergétique et son autonomie stratégique.

Des lors, une double interrogation s'impose :

La transition géopolitique de l'UE après la guerre en Ukraine a-t-elle réellement redéfini sa politique méditerranéenne et renforcé les relations euro-méditerranéennes dans une approche gagnant-gagnant? Ou bien s'agit-il d'un simple réajustement temporaire dicté par des besoins énergétiques et sécuritaires et dominé par une approche normative?

Nous partons de l'hypothèse que le tournant géopolitique de l'UE provoqué par la guerre en Ukraine a placé la Méditerranée au centre de ses priorités stratégiques comme espace de projection géopolitique. Toutefois cette évolution n'a pas transformé ses relations avec ses voisins méditerranéens en partenariat gagnant-gagnant, à cause de la dominance de l'approche normative dans sa politique méditerranéenne.

Pour répondre à cette question de recherche et confirmer notre hypothèse, cette étude analysera la manière dont la politique de l'Union européenne en Méditerranée pourrait être interprétée à la lumière des transformations géopolitiques de l'UE après la guerre en Ukraine.

Cette étude vise notamment à :

- Clarifier les cadres d'analyse géopolitique dans l'étude de la politique méditerranéenne de l'UE.
- Appliquer cette approche à l'examen des instruments développés par l'UE dans sa politique extérieure après 2022, dans le but

d'identifier les continuités et les ruptures dans sa politique méditerranéenne dans le contexte de son tournant géopolitique.

Pour ce faire, l'Étude mobilise la géopolitique contemporaine, issue des littératures académiques récentes sur la géopolitique, en tant qu'outil d'analyse de la politique méditerranéenne de l'UE, combinée à une approche empirique, fondée sur l'examen des documents officiels, des discours et des données empiriques et enfin sur l'approche analytique qui permet d'évaluer et interpréter tous les éléments de l'étude.

Cette étude apporte donc deux contributions principales:

Théorique : elle permet d'expliquer la pertinence de recourir à l'approche géopolitique contemporaine dans l'analyse des dynamiques de puissances et des rapports de force et d'influences en Méditerranée, et la logique qui structure les relations euro-méditerranéennes après la guerre en Ukraine.

Empirique : elle permet d'appliquer le cadre théorique de la géopolitique contemporaine à l'analyse de l'Évolution de la politique de l'UE en Méditerranée après la guerre en Ukraine.

1: Fondement théorique de la géopolitique contemporaine

Pour mieux saisir les rapports de pouvoir actuels dans le bassin méditerranéen et la reconfiguration des priorités stratégiques de l'UE en Méditerranée après la guerre en Ukraine, il est nécessaire de recourir à la géopolitique contemporaine. Ce chapitre présente l'approche géopolitique contemporaine dans les relations internationales et met en lumière sa pertinence comme cadre d'analyse de la politique de l'UE en Méditerranée après la guerre en Ukraine.

SECTION 1: Définition et approche de la géopolitique contemporaine

Contrairement à la théorie géopolitique classique fondée principalement par Friedrich Ratzel, Alfred Mahan, Halford Mackinder, Rudolph Kjellen, Nicholas Spykman et Karl Haushofer, qui s'accorde avec la théorie du développement de l'état, centré sur le militaire, développée par des chercheurs comme Charles Tilly (1990) et Mikael Mann (1993) (Derluguian et Greer, 2000, p.51) et qui considère le territoire comme facteur unique définissant la géopolitique, la liant directement à la géographie, la géopolitique contemporaine élargie la définition et intègre de nouvelles dimensions :

- Lacoste (2012) a défini la géopolitique comme « l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires » (Lacoste, 2012). Il explique qu'il ne s'agit pas simplement de l'influence des données naturelles sur les rapports de force du

sens *Geopolitics* comme l'entend l'école anglo-saxonne mais aussi « des dimensions territoriales de ces rivalités et de la localisation des forces en présence, dans un contexte international plus ou moins vaste » (Lacoste, 2012). Il affirme par ailleurs que toute rivalité de pouvoir n'est pas forcément géopolitique. Pour qu'elle le devienne, les protagonistes doivent se disputer l'influence ou la souveraineté d'un territoire (Lacoste, 2012). La géopolitique selon lui inclut donc la dimension spéciale des rivalités et la position des acteurs dans un espace donné.

- Dussouy (2001) explique que la géopolitique a connu un renouveau depuis les années 1990 à la suite des bouleversements géopolitiques profonds survenus à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et qui ont redéfini le système international (P18). Il affirme par ailleurs que la géopolitique dans sa vision contemporaine est accentuée par l'interpénétration entre le national et l'international et la nécessité de « visualiser de façon précise le système mondial » (p.18).

Il remet également en question les définitions classiques de la géopolitique qui la limitent aux simples phénomènes naturels sans fondement épistémologique et sans conceptualisation de l'espace. Il propose de dépasser cette banalisation de la géopolitique aux simples données naturelles et de lui redonner sa portée analytique. Il suggère aussi de prendre en considération la complexité des interactions entre les acteurs, leurs stratégies respectives et les structures du système international, car le territoire ne peut être perçu comme un facteur unique définissant la géopolitique; l'espace économique est placé désormais au cœur de la réflexion géopolitique. (Dussouy, 2001, p. 93).

- Van Middelaar (2022) propose, dans son ouvrage intitulé : le réveil géopolitique en Europe , une mise à jour de la géopolitique dans le contexte des nouveaux enjeux et défis causés par la pandémie Covid-19 et la guerre en Ukraine en Europe. Cette nouvelle lecture nous permettrait d'analyser le passage de l'Union européenne de puissance normative à un acteur géopolitique.

La géopolitique contemporaine selon lui repose sur trois notions clés : puissance, territoire, récit (Van Middelaar, 2022, para. 7):

1. La puissance : « La géopolitique est avant tout une politique de puissance » (Para. 7). Elle se traduit par la capacité d'un acteur à utiliser ses atouts stratégiques convoités par d'autres parties telles que « ressources, crédit, technologies, ports, vaccins » (para. 7) comme moyen de pression pour atteindre ses objectifs dans un environnement concurrentiel (para. 7). La puissance n'est pas absolue, elle se mesure par la capacité d'affaiblir les autres. Tout acteur qui renforce sa puissance affaiblit celle de ses adversaires. Il est particulièrement important d'exercer cette puissance de

manière simultanée et intégrée dans toutes les dimensions de la politique. (para. 7)

2. Le territoire : La géopolitique va au-delà de la politique de puissance et comprend aussi la géographie (para. 8). Cette dernière est définie comme « les avantages ou la vulnérabilité stratégique d'un pays par rapport aux fleuves, aux montagnes ou aux déserts, aux océans et aux continents » (para 8). S'y ajoutent le rendement des ressources, la fertilité des sols et l'habitat, ainsi que les questions migratoires et climatiques. L'approche du territoire requiert une vision stratégique de « l'espace et la capacité de délimiter son territoire » et de se positionner stratégiquement par rapport aux autres acteurs (para. 8)
3. Le récit : « Le préfixe géo- mettant la politique de puissance nez à nez avec l'espace délimité » (para.9). Celle-ci est associée au sentiment de solidarité des personnes occupant le même espace. Ce sentiment peut aller de simples expériences et d'intérêts communs à une véritable communauté sociale et culturelle, fondée sur des valeurs, des normes et des coutumes (para.9). Van Middelaar (2022) affirme que « les acteurs géopolitiques sont plus forts lorsqu'ils parlent au nom d'une communauté. Ils ont donc intérêt à maintenir, modeler et propager une mémoire commune, une histoire portant sur un « nous » (para.9).

La conceptualisation de la géopolitique contemporaine dans le contexte européen par Middelaar nous permet d'analyser la transformation de l'Union européenne en acteur géopolitique et son impact sur sa politique en Méditerranée.

SECTION 2: la géopolitique contemporaine en tant que cadre d'analyse de la politique de l'UE en Méditerranée.

Les différentes définitions de la géopolitique présentées par Lacoste (2012), Derluguian et Greer (2000), Dussouy (2001) et Van Middelaar (2022) se complètent et démontrent ensemble la pertinence du recours à la géopolitique contemporaine en tant que cadre d'analyse de la politique de l'Union européenne en Méditerranée:

La définition de Lacoste met en avant la rivalité de pouvoirs sur un territoire et constitue un point de départ important pour comprendre l'enjeu des rivalités de pouvoir en Méditerranée, perçue comme espace de projection géopolitique, où s'exercent des rivalités multiples.

La théorie géopolitique contemporaine dépasse la géopolitique traditionnelle qui priorise les éléments matériels comme la position géographique ou la puissance militaire comme facteurs déterminant des rapports de force entre états, et intègre de nouveaux éléments immatériels comme la notion de rivalité territoriale et de souveraineté, la puissance, la dynamique de contrôle des

territoires et le récit stratégique, tous indispensables pour comprendre pourquoi et comment l'UE a redéfini ses priorités stratégiques après la guerre en Ukraine et quels sont les enjeux multidimensionnels qui structurent les relations euro-méditerranéennes.

Aussi, nous pensons que l'analyse des relations euro-méditerranéennes dans leur dynamique actuelle sous la dimension géopolitique contemporaine est importante, notamment selon les trois éléments de puissance, de territoire et de récit, développés par Middelaar (2022), qui aident à expliquer leur influence dans l'élaboration de la politique extérieure de l'UE.

2: la Méditerranée comme espace d'analyse géopolitique

Afin de mieux saisir les portées de la politique méditerranéenne de l'UE à la suite de sa nouvelle posture géopolitique et d'en identifier les continuités ou les ruptures, ce chapitre présente un état des relations méditerranéennes depuis le lancement du Partenariat euro-méditerranéen en 1995 jusqu'à 2021.

SECTION 1: Constat des relations euro-méditerranéennes avant 2022 : le déficit géopolitique

Depuis sa création, l'UE s'appuie sur un récit normatif dans sa politique extérieure, exerçant une forme de « puissance normative » (Van Middelaar, 2022, para.14) basée sur la coopération économique et la diffusion de valeurs telles que l'état de droit et la démocratie. Ce récit structurait ainsi ses rapports avec ses voisins méditerranéens à travers la mise en place de programmes de coopération sur une logique de conditionnalité qui a contribué plus tard à créer une asymétrie dans les relations euro-méditerranéennes conduisant à l'échec des programmes de coopération mis en place :

Premièrement, le partenariat euro-méditerranéen représente l'instrument central qui régit les relations euro-méditerranéennes depuis son lancement en 1995 et repose, théoriquement, sur le principe de coopération, de partenariat et de dialogue pour la création d'une zone de paix et de prospérité dans l'espace méditerranéen. Néanmoins, ce partenariat, a montré ses limites, en raison de son inefficacité sur le terrain, car son cadre de coopération a toujours été caractérisé par l'absence d'un véritable dialogue stratégique et de partenariat équilibré entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée. C'était l'Union européenne, en tant que puissance normative, qui dictait les règles et projetait son propre modèle de partenariat, sans prendre en compte les préoccupations internes de ses partenaires, faisant d'eux de simples récepteurs passifs, ne jouant aucun rôle stratégique.

Aussi, les accords d'association de libres échanges signés dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen ont connu un grand déséquilibre et ont été biaisés en faveur de l'UE, ce qui a poussé certains pays méditerranéens à reporter la mise en œuvre de leurs accords d'association avec l'UE ou à demander leur

révision en raison des déséquilibres structurels qu'il crée en faveur de l'UE et de son industrie (Abdel Ghafar, Jacob, 2019, p.2)

Les plans d'action bilatéraux de la politique européenne de voisinage (PEV), mis en place par l'UE à partir de 2004 avec ses voisins, visant principalement à renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité dans les régions voisines de l'UE, ainsi que de promouvoir la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme (Parlement Européen, 2025), ont manqué de cohérence dans mise en œuvre et étaient, largement incapables de répondre aux priorités politiques, sécuritaires et économiques des partenaires du sud de la méditerranées. Ils reflétaient plus les priorités de l'UE, basées sur ses intérêts, fondés sur une logique sécuritaire, notamment sur les questions migratoires.

De plus, l'Union Pour la Méditerranée (UpM), lancée à l'initiative de la France en 2008, qui avait pour objectif de « revitaliser » (Gillespie, 2011) le processus de Barcelone en souffrance, et renforcer la coopération euro-méditerranéenne en privilégiant la coopération dans des domaines techniques pour contourner tout blocage politique, a connu un blocage dès son lancement pour plusieurs raisons :

-Du côté européen, les tensions internes au niveau de l'UE à cause de la dimension « intergouvernementale » (Gillespie, 2011) de l'UpM telle que proposée par la France ont affaibli le principe de cohésion de la politique étrangère de l'UE et ont marginalisé le rôle des institutions européennes dans la prise de décisions. Malgré le rattachement institutionnel de l'UpM au processus de Barcelone afin de lui donner une dimension plus européenne sous la pression des pays européens notamment l'Allemagne, l'UpM était dotée d'un secrétariat autonome, ce qui a affaibli davantage le rôle de la Commission européenne. (Gillespie, 2011).

-Du côté des pays du sud de la Méditerranée, la persistance des problèmes politiques et des conflits régionaux dans la région comme le conflit du Sahara occidental et le conflit israélo-palestinien a affaibli l'UpM dès son lancement. Par exemple, à la suite de l'invasion de Gaza le 27 décembre 2008, les pays arabes ont boycotté les réunions multilatérales de l'UpM pendant des mois (Gillespie, 2011). La coprésidence qui était censée conférer un caractère de coopération équilibrée a plutôt créé un blocage structurel à cause des divergences politiques et des tensions régionales. Cette crise a prouvé qu'il était difficile, voire impossible de dissocier l'aspect technique de l'aspect politique dans les rapports euro-méditerranéens. Une analyse critique de la politique de l'UpM démontre que son échec est dû notamment à l'absence d'une vision géopolitique réelle de l'UE qui a toujours agi comme acteur normatif, ignorant la dynamique et les enjeux géopolitiques présents dans l'espace méditerranéen.

L'examen de la politique de l'UE en Méditerranée avant 2022 révèle que l'Union européenne a manqué de vision stratégique en Méditerranée et ne pouvait pas réellement comprendre et répondre aux enjeux géopolitiques et structurels présents dans la région, notamment du sud (Ausseur, 2022).

Le nouvel agenda pour la Méditerranée adopté en février 2021, dans une approche de renouvellement du partenariat euro-méditerranéen, reconnaît la nécessité d'un travail commun entre les partenaires euro-méditerranéens autour de cinq domaines d'action : « Développement humain, bonne gouvernance et État de droit- résilience, prospérité et transition numérique- paix et sécurité- migration et mobilité - Transition écologique » (Climamed, 2021). Néanmoins, malgré ses objectifs ambitieux qui mettent l'accent sur la stimulation socio-économique dans le sud de la Méditerranée (Climamed, 2021), ce dernier s'est heurté aux mêmes limites que les programmes précédents, à savoir l'absence d'un partenariat équilibré nord -sud, et le manque d'une vision géopolitique de la part de l'UE qui entrave la réussite des projets de coopération euro- méditerranéens. Selon le rapport de l'Arab NGO Network for Development (ANND), publié en 2021, cet agenda constitue un programme de continuité avec les visions précédentes du partenariat euro-méditerranéen et n'apporte pas de réel changement. Le rapport de l'ANND souligne également que cet agenda reste centré sur les intérêts de l'UE et ne bénéficie pas réellement aux partenaires du sud de la Méditerranée à cause de l'inexistence d'une approche inclusive impliquant toutes les parties prenantes. Aussi, son application sur le terrain reste difficile et désavantageuse pour les pays du sud de la Méditerranée qui ont du mal à mettre en place des économies durables, à cause des restrictions imposées par les politiques commerciales de L'UE et l'absence d'un véritable cadre de suivi (Le Réseau d'ONG arabes pour le développement, 2021).

En conclusion, malgré la succession des programmes et initiatives (processus de Barcelone, PEV, UpM, Nouvel Agenda pour la Méditerranée), la politique méditerranéenne de l'UE était toujours basée sur une approche normative et déconnectée des réalités géopolitiques des pays partenaires du sud. Malgré l'importance stratégique de la Méditerranée, elle a sous-estimé son rôle comme un espace d'influence. Ce déséquilibre stratégique de la politique méditerranéenne de l'UE est décrit comme une forme de « myopie géopolitique » (Ausseur, 2022) qui explique l'incapacité de l'UE à développer une politique de coopération efficace en Méditerranée, qui restait concentrée sur ses priorités stratégiques à l'est de l'Europe, notamment en Russie. (Ausseur, 2022)

SECTION 2: Tournant géopolitique de l'Union Européenne après la guerre en Ukraine: la méditerranée au centre des nouvelles priorités stratégiques

La guerre en Ukraine de 2022 a profondément bouleversé l'ordre géopolitique européen et a révélé les faiblesses de l'UE. Sa vulnérabilité, particulièrement sur le plan énergétique du fait de sa dépendance au gaz russe, a constitué le point de départ de sa géopolitique (Mazzucchi, 2023; Van Middelaar, 2022). Le choc stratégique qu'a connu l'UE lui a démontré que le récit normatif

ne peut plus suffire pour élaborer sa politique étrangère dans le nouveau paysage géopolitique, où la puissance géopolitique est devenue indispensable (Van Middelaar, 2022).

Le Haut représentant de l'UE pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité, Josep Borrell Fontelles, a déclaré que « la guerre d'Ukraine a marqué la naissance tardive d'une Union européenne géopolitique » (Borrell, 2023, para. 4). Selon Borrell (2023), l'Union européenne doit être plus qu'un *soft power* ; elle a aussi besoin de *hard power* (para.5). Il explique que *le hard power* dépasse les moyens militaires et inclut l'ensemble de ses instruments pour atteindre ses objectifs, en pensant et agissant comme une puissance (para.5). Ces instruments de pouvoir ne se limitent pas « aux soldats, chars, avions, mais incluent aussi les sanctions financières, les interdictions d'importation et d'exportation, ainsi que les flux énergétiques et les opérations de désinformation et d'ingérence étrangère » (Borrell, 2023, para.5).

L'Union européenne a pris conscience des défis géopolitiques liés à la sécurité énergétique, à la stabilité régionale et aux rivalités interétatiques en Méditerranée. Elle a réalisé l'importance de restructurer ses relations avec ses voisins méditerranéens dans le but de se repositionner comme acteur géopolitique, dans une perspective d'influence stratégique, visant à assurer sa souveraineté énergétique.

Elle a œuvré pour sécuriser ses intérêts dans la région, face aux rivalités des grandes puissances comme la Russie et la Chine, en redéfinissant sa politique étrangère et ses priorités stratégiques sur des questions clés comme la sécurité, la migration et les flux énergétiques.

Selon l'approche géopolitique contemporaine, la Méditerranée représente plus qu'un simple territoire ou des frontières. Grâce à sa position géographique, ses ressources énergétiques et ses enjeux sécuritaires, et surtout sa proximité de l'Europe, elle représente un espace stratégique pour l'UE qui tente d'en faire un espace de projection prioritaire.

Van Middelaar (2022) souligne par ailleurs que l'UE passe progressivement d'un simple acteur normatif à un acteur géopolitique depuis 2022. Elle cherche à affirmer ses intérêts dans un espace de rivalité, qui est la Méditerranée, où elle tente de projeter sa puissance. Son récit ne se limite plus au cadre purement normatif, centré sur la coopération économique, la paix et la stabilité, mais intègre un récit géopolitique, centré sur la résilience énergétique et sécuritaire.

L'action géopolitique de l'Union Européenne et son impact sur sa politique méditerranéenne

3: Les instruments stratégiques de l'UE

Dans le cadre de l'application de ses nouvelles priorités stratégiques après sa transition géopolitique, l'UE a mis en place de nouveaux instruments

stratégiques qui visent à garantir son indépendance énergétique et ils traduisent sa volonté d'incarner une politique de puissance, en reliant sécurité, énergie et partenariats stratégiques avec les pays méditerranéens. Ce chapitre examine deux de ses instruments majeurs : la boussole stratégique et le plan RePowerEU.

SECTION 1: La boussole stratégique: la méditerranée comme espace de projection prioritaire

Bien qu'elle ait été annoncée initialement en fin de 2020, sous l'effet de la pandémie de Covid-19, la boussole stratégique a été lancée officiellement par le Conseil européen en mars 2022 (Sweeney et Winn, 2022, para.1) en réponse au bouleversement sécuritaire en Europe causé par la guerre en Ukraine. Cette guerre a révélé la fragilité sécuritaire de l'UE. Selon Borrell (2023), les États membres de l'UE ont l'obligation d'agir ensemble afin « d'éviter d'être les spectateurs d'un monde façonné par et pour les autres » (Borrell, 2023, par.15) et c'est ça la vision de la boussole stratégique (par.15).

Présentée par Josep Borrell et finalisée par les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'UE, la boussole stratégique est un instrument à moyen terme qui transforme les priorités de l'UE en objectifs tangibles et qui a pour mission de guider l'ambition de l'UE dans des questions de sécurité et de défense, en complément de ce qui a déjà été établie par la stratégie globale (Global Strategy) de 2016 pour constituer l'autonomie stratégique de l'UE (Sweeney et Winn, 2022, para.17). Ces priorités, principalement hybrides (civile-militaire - CIV-MIL), devraient être déterminées sur une base d'analyse complète des menaces et définiront le mode de développement des capacités de l'UE (Sweeney et Winn, 2022, para.17).

La boussole stratégique regroupe quatre axes opérationnels: « Agir, Sécuriser, Investir et Créer des partenariats » (Borrell, 2023, para 15) et distingue quatre volets d'analyse : gestion des crises, résilience, développement des capacités et partenariats. Elle est guidée par le besoin de régler des problèmes de sécurités réels et recommande l'application du principe de subsidiarité mais à travers des canaux et des modes d'interaction claires entre les différents niveaux, incluant les institutions de l'UE, les pays membres, les acteurs civils et militaires, les secteurs publics et privés ainsi que l'UE et l'Organisation transatlantique du Nord (OTAN) (Sweeney et Winn, 2022, para18).

On remarque ici que l'OTAN reste un partenaire incontournable de l'UE dans l'application de sa boussole stratégique.

La boussole stratégique se projette en méditerranée, notamment dans la région MENA (Middel East and North Africa), mais dépasse la dimension terrestre des orientations de la PSDC déjà lancés et maintenues en méditerranée, à travers des opérations navales telles que MED SOPHIA et MED IRINI, ainsi qu'au large de la corne d'Afrique MED ATALATA, la résilience de l'UE, à travers cette nouvelle feuille de route, inclut la protection d'infrastructures

critiques et les intérêts vitaux en mer comme les câbles et les pipelines sous-marins (Sweeney et Neil, 2022, para 53).

En effet, l'UE cherche à renforcer sa sécurité maritime, sachant que 75% des biens entrants en Europe transitent par la mer (Sweeney et Winn, 2022, para. 14), d'où l'importance de la sécurité maritime dans les calculs stratégiques de l'Union européenne, notamment pour protéger les infrastructures énergétiques vitales et ses sources d'approvisionnement énergétique, en étroite collaboration avec l'OTAN.

La boussole stratégique représente un tournant géopolitique majeur dans la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne. Les nouvelles orientations stratégiques de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne depuis l'adoption de la boussole stratégique ont conféré à la région méditerranéenne un rôle stratégique majeur, en raison de sa situation géostratégique étant un carrefour énergétique, faisant d'elle un espace vital pour la sécurité énergétique et maritime de l'UE, en plus de la persistance des menaces hybrides en provenance de cette région, qui ont fait prendre conscience à l'Union européenne que la stabilité de ses voisins méridionaux, est indissociable de la sécurité intérieure en Europe et qu'il est nécessaire d'y intégrer la méditerranée comme espace de projection prioritaire, en réponse à la nouvelle donne géopolitique afin de garantir sa souveraineté énergétique et la stabilité dans la région.

Cependant, même si l'Union européenne tente clairement de se repositionner en tant qu'acteur de puissance dans la région, par le biais de la boussole stratégique, son champ d'action intervient toujours en complémentarité avec l'OTAN. La coopération avec ce dernier est stratégique, en particulier après le départ de la Grande-Bretagne. L'UE doit toujours définir ses responsabilités et sa contribution à l'OTAN, en adoptant une approche de compatibilité et non de concurrence avec les objectifs de ce dernier (Sweeney et Winn, 2022, para 46). Son aspiration à devenir un acteur stratégiquement autonome reste donc fortement liée à l'OTAN, notamment pour des questions militaires, ce qui limite son champ d'action géopolitique.

SECTION 2 : Le plan RePowerEU et l'intérêt renouvelé pour la méditerranée

Afin de sortir de sa dépendance énergétique de la Russie, qui représentait 40% du total des approvisionnements gaziers européens à la fin de 2021 (Mazzucchi, 2023), l'UE a réexaminé sa sécurité énergétique après la guerre en Ukraine et a lancé le plan « RePowerEU » le 31 mai 2022.

Ce plan vise à rendre l'UE indépendante énergétiquement de la Russie d'ici 2027 (Groupe d'études géopolitiques, 2022) en supprimant progressivement les importations de combustibles fossiles russes. Il tourne autour des axes suivants : « économiser l'énergie, diversifier les approvisionnements énergétiques et

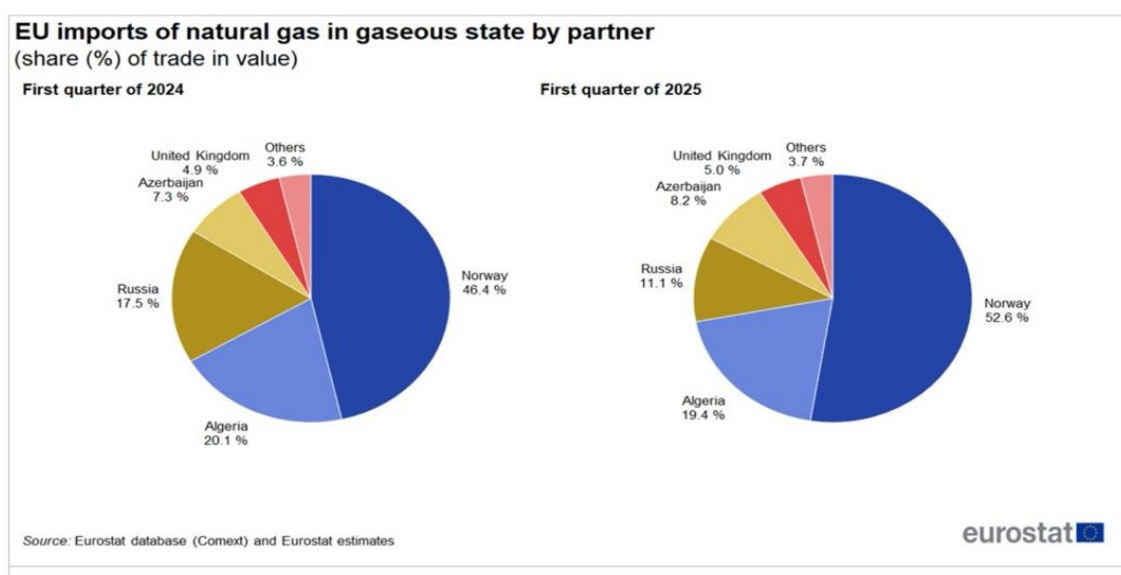
substituer rapidement les énergies fossiles par des énergies renouvelables » (Groupe d'études géopolitiques, 2022).

Pour ce faire, et afin d'assurer sa sécurité énergétique, l'UE a vu en la Méditerranée un partenaire énergétique stratégique, notamment pour ses atouts énergétiques.

En effet, le défi européen en matière d'énergie a fait de la Méditerranée, notamment, les pays de la région MENA, des partenaires stratégiques non négligeables pour l'UE. Elle a donc décidé de diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique en incluant les pays de l'est et du sud de la Méditerranée. La coopération énergétique entre les deux rives est stratégique car elle réduit, d'une part, la dépendance énergétique de l'UE envers de la Russie et stimule la croissance dans la région MENA à moyen et long terme d'autre part.

À titre d'exemple et comme on peut le voir dans la figure N°1, l'importation du gaz européen en provenance de l'Algérie par gazoduc a augmenté depuis 2022, représentant une part de 20,1 % en 2024 et 19,4% en 2025 faisant de l'Algérie le deuxième fournisseur de gaz de l'UE après la Norvège (52,6% en 2025), réduisant ainsi la part russe à 11,1% en 2025 (Eurostat, 2025). Cette évolution consolide le rôle de l'Algérie comme partenaire stratégique pour l'UE dans le cadre de sa politique de diversification énergétique, et place les pays méditerranéens fournisseurs d'énergie au cœur de la politique énergétique de l'UE, traduisant une nouvelle dynamique dans les relations euro-méditerranéennes.

Figure 01: Importations du gaz naturel par gazoduc par pays fournisseurs pour les premiers trimestres 2024-2025



Source: (Eurostat, 2025)

Aussi, La transition de l'Europe vers les énergies renouvelables, ne se limitant plus au gaz naturel et se fixant comme but la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de plus de moitié d'ici à 2030 (Belhaj, 2023) démontre le besoin grandissant de l'UE en énergie renouvelables et stimule la coopération euro-méditerranéenne dans ce secteur afin d'explorer de nouvelles sources d'énergies renouvelable dans la région MENA comme l'Energie solaire et éolienne ainsi que l'hydrogène vert. (Belhaj, 2023).

2: l'impact de l'action géopolitique de l'UE sur sa politique méditerranéenne

Les nouvelles orientations stratégiques de l'UE après la guerre en Ukraine et ses partenariats renforcés avec la Méditerranée, notamment dans le domaine énergétique, ont eu des répercussions directes sur sa politique en Méditerranée à travers la création d'une direction générale au niveau de la Commission européenne dédiée à la Méditerranée et l'adoption d'un nouveau pacte pour la Méditerranée. Ce pacte constitue un jalon central dans le discours géopolitique de l'UE vis-à-vis de la Méditerranée. Ce chapitre examine ce nouveau pacte et propose une évaluation de la politique méditerranéenne de l'UE post-guerre en Ukraine.

SECTION 1 : Le Nouveau Pacte Pour la Méditerranée

Dans le cadre de l'intérêt renouvelé pour le voisinage élargi de l'UE, notamment les pays méditerranéens, et afin de renforcer les relations euro-méditerranéennes, l'UE a créé en février 2025, à la suite des directives de la présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen, la Direction Générale de la Commission Européenne pour le Moyen Orient, l'Afrique du Nord et le Golf (DG MENA), sous l'autorité de la Commissaire à la Méditerranée Dubravka Suica (Commission Européenne, 2025). Cette nouvelle direction générale a pour mission de définir les objectifs de la politique de l'UE en Méditerranée et sera entièrement consacrée à la Méditerranée dans le but d'assurer une prospérité, une sécurité et une résilience fondées sur des intérêts mutuels (Commission européenne, 2025).

Dubravka Šuica, la Commissaire à la Méditerranée, a souligné l'importance stratégique qu'accorde l'UE à la Méditerranée via la création d'une direction générale qui lui est dédiée. Elle a déclaré que la Méditerranée a toujours représenté une passerelle culturelle et un axe stratégique dont les traditions et histoires communes ont façonné l'identité européenne. Elle a également affirmé que la création de cette direction représente un moment crucial, soulignant un regain d'importance et d'innovation pour la politique de l'UE en Méditerranée et des pays du Golf. Elle a par ailleurs mentionné que cette direction sera consacrée aux enjeux et opportunités uniques de la Méditerranée où l'UE se positionnera comme

un partenaire stratégique crédible, garant d'un futur stable et prospère, basé sur le respect mutuel et des liens de plus en plus solides. (Commission européenne, 2025).

Dans ce contexte, la première action entreprise a été l'adoption du nouveau pacte pour la Méditerranée, comme cela a été indiqué dans la lettre de mission de la commissaire à la Méditerranée ainsi que dans les orientations politiques pour 2024-2029 (Commission européenne, 2025). Ce nouveau pacte, qui s'appuie sur les fondements du nouvel agenda pour la Méditerranée de 2021, aura pour mission l'établissement de partenariats solides avec « l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et les pays du Golf, axés sur l'investissement, la stabilité économique, l'emploi, l'énergie, les transports, la sécurité et la migration et d'autres secteurs d'intérêt commun » (Commission européenne, 2025a).

Dans son discours prononcé le 8 juillet 2025, sur le nouveau pacte pour la Méditerranée, à la conférence MEDCAT, un forum coorganisé annuellement par le gouvernement de la Catalogne, la Commission européenne et l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) à Barcelone, la commissaire Dubravka Šuica a souligné l'importance de renforcer l'engagement de l'UE envers la Méditerranée (Commission européenne, 2025b). Elle a présenté ce nouveau pacte comme un outil stratégique pour le renforcement de la coopération euro-méditerranéenne qui offre de nombreux avantages pour toutes les parties concernées dans un esprit de partenariat entre égaux « a partnership of equals » (Commission européenne, 2025b).

Le discours de Šuica inscrit le nouveau pacte pour la Méditerranée dans une logique de continuité du processus de Barcelone, ce dernier vise, selon elle, à mettre en pratique la vision de la déclaration de Barcelone en assurant un espace commun de paix, de prospérité et de stabilité. Par ailleurs, ce pacte s'appuie sur une approche pragmatique qui couvre 3 axes clés : (Commission européenne, 2025b).

1. Mettre les personnes au centre :

Investir dans l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et l'emploi, ainsi que la promotion d'un espace commun d'échanges culturels, de sport et de tourisme durable.

- Créer un réseau universitaire méditerranéen avec l'objectif de mettre en place une véritable université méditerranéenne conjointe.

- Renforcer le rôle des jeunes dans les deux rives de la méditerranée

- Soutenir la recherche, en appuyant des programmes de recherche à l'instar de PRIMA « Partnership for Research and Innovation in the Mediterranean Area » (Commission européenne, 2025b) qui représente un exemple concret de réseaux de recherche à travers la Méditerranée. (Commission européenne, 2025b).

2. Libérer le potentiel des économies :

- Mobiliser les capitaux et favoriser les partenariats économiques
- Favoriser l'engagement du secteur privé dans la région méditerranéenne
- Mettre en place des initiatives de coopération transméditerranéennes pour renforcer les économies de la région, notamment en matière d'énergie renouvelable et de technologie propre à l'exemple de « Trans-Mediterranean Energy and Clean Tech Cooperation Initiative (T-MED) » (Commission européenne, 2025b).
- Tenir compte du potentiel des énergies renouvelables en Afrique du Nord qui offre de grandes opportunités d'investissement aux compagnies énergétiques des deux rives. (Commission européenne, 2025b).

3. Renforcer la coopération sur la gestion de la migration et la sécurité :

- Lutter contre le terrorisme et les crimes organisés tout en prévenant la radicalisation.
- Promouvoir « les voies légales de la migration de main-d'œuvre » (Commission européenne, 2025b) et des partenariats avec des talents du sud de la Méditerranée sans provoquer des fuites de cerveaux pour les partenaires du sud.
- Remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans l'Union européenne.
- Gestion de la démographie comme facteur clé stimulant la compétitivité dans la zone euro-méditerranéenne, en gardant à l'esprit que les deux rives connaissent des tendances démographiques opposées : plus de la moitié de la population en Afrique du Nord a moins de 24 ans et 64 % a moins de 35 ans. (Commission européenne, 2025b).

Ce nouveau pacte est une initiative récente dont les effets ne peuvent pas encore être mesurés. Néanmoins, l'analyse du discours de la commissaire à la Méditerranée et l'examen du contenu de ses trois axes opérationnels révèlent un écart entre le discours et la mise en œuvre.

D'un côté, le discours inscrit la Méditerranée dans une logique stratégique en mobilisant un langage géopolitique qui place les pays méditerranéens comme partenaires stratégiques égaux dont la coopération devrait être renforcée, dans des domaines liés aux enjeux uniques de la région et aux intérêts communs. De l'autre côté, le contenu des trois axes du pacte renvoie plus à une approche normative qui priorise la diffusion des règles, des valeurs et des standards européens dans les domaines culturel, éducatif, économique et sécuritaire. Ces domaines sont présentés comme des enjeux d'intérêts communs mais ils traduisent avant tout les intérêts de l'UE en matière de gestion des élites selon les modèles européens, de sécurisation de son approvisionnement en énergie; notamment vertes, ou en matière de gestion de la question migratoire et de la mobilité en fonction de ses propres défis démographiques et de ses impératifs de sécurité intérieure. Les pays méditerranéens apparaissent plutôt comme récepteurs d'un agenda déjà défini par l'UE et non comme co-initiateurs de ce nouveau pacte.

Enfin, ce pacte laisse penser qu'il s'agit d'une nouvelle structure de coopération euro-méditerranéenne mise en place par l'UE comme réponse à son évolution géopolitique après la guerre. Néanmoins, ce dernier constitue une continuité du partenariat euro-méditerranéen et de l'agenda pour la Méditerranée adopté en 2021 qui représentent les cadres de référence. Il est donc difficile de parler d'une innovation ou redéfinition du cadre de coopération si la structure reste la même et que l'inefficacité a été pointée à maintes reprises.

SECTION 2 : La politique de l'UE en Méditerranée entre discours géopolitique et pratique normative

La transition géopolitique de l'UE après la guerre en Ukraine de 2022 illustre bien l'introduction d'un récit géopolitique et stratégique dans sa politique étrangère et de sécurité commune, marquant sa volonté de s'affirmer comme acteur de puissance.

Cette évolution géopolitique a replacé la Méditerranée au centre des priorités de la politique de sécurité et de défense de l'UE à travers la boussole stratégique et le REPowerEU, conférant à la région une nouvelle dimension, celle d'un espace stratégique de sécurité énergétique et de résilience pour l'UE.

Néanmoins, cette prise de conscience géopolitique avancée dans les discours de l'UE vise à vis de la méditerranée, reste limitée sur le plan pratique pour plusieurs raisons :

Premièrement, l'Évolution géopolitique de l'UE n'a pas conduit à une réelle révision de sa politique méditerranéenne dans une approche de coopération égale et équilibrée mais plutôt à un réajustement de cette dernière, en réponse aux enjeux énergétiques et sécuritaires auxquels l'UE fait face.

Deuxièmement, l'intérêt renouvelé pour la Méditerranée vise principalement à servir les objectifs et les intérêts de l'UE « dans une logique de gestion de crise aiguë » (Van Madelaar, 2022b, para 14) et est conditionné par l'urgence, priorisant les dimensions sécuritaires et énergétiques dans sa politique méditerranéenne.

De plus, même si l'UE a adopté un discours et une posture géopolitique depuis 2022, elle maintient tout de même une approche normative dans la structuration de ses relations avec ses voisins méditerranéens. malgré son discours affirmant l'importance stratégique de la Méditerranée et plaidant pour une coopération renforcée avec ses voisins méditerranéens selon une approche « gagnant-gagnant », elle maintient l'approche normative dans la mise en place de sa politiques en Méditerranée et l'adapte comme instrument géopolitique » Elle combine ainsi le normatif et le géopolitique afin de protéger ses intérêts et ses valeurs, comme le démontre le Nouveau Pacte pour la Méditerranée.

Enfin, les pays méditerranéens ne sont en réalité pas envisagés comme de vrais partenaires stratégiques mais perçus comme un espace de projection de

puissance où l'UE continue de promouvoir ses normes et valeurs et d'imposer son agenda énergétique et sécuritaire.

Conclusion:

Cette étude a examiné la transition géopolitique de l'UE après la guerre en Ukraine et a interrogé sa portée réelle sur les relations euro-méditerranéennes dans le contexte des mutations géopolitiques survenues dans la région méditerranéenne après 2022.

Elle a confirmé la pertinence d'une analyse de la politique méditerranéenne de l'UE selon l'approche géopolitique contemporaine, en montrant comment l'UE a tenté de s'affirmer en tant qu'acteur de puissance en passant d'un récit purement normatif à un récit géopolitique, voire géostratégique. Les nouvelles initiatives et instruments mis en place depuis sa transition géopolitique à l'instar de la boussole stratégique et le REPowerEU illustrent bien sa volonté de s'affirmer en tant que puissance articulant intérêts stratégiques et projection géopolitique.

Aussi, cet article a montré que l'UE reconnaît l'importance stratégique de la Méditerranée, notamment pour des questions liées à la sécurité énergétique, la coopération économique et la gestion de la question migratoire. La Méditerranée demeure de ce fait un espace stratégique de sécurité et de résilience pour l'UE.

Néanmoins, l'Étude a révélé que malgré l'adoption d'un récit et d'une posture géopolitiques et géostratégique en réponse à la nouvelle donne géopolitique post-Ukraine, l'UE n'a pas abandonné son approche normative dans ses relations avec ses voisins méditerranéens dont le rôle est pourtant plus stratégique que jamais. De plus, L'UE n'envisage toujours pas la Méditerranée comme un vrai partenaire mais plutôt comme un espace de projection de puissance et de valeurs. Ceci renforce davantage le déséquilibre structurel dans les rapports Union européenne - Méditerranée et freine l'évolution de la coopération euro-méditerranéenne, d'autant plus que le cadre de coopération reste encadré par les mêmes structures, malgré le lancement de nouvelles initiatives.

On conclut que la politique méditerranéenne de l'Union européenne après la guerre en Ukraine connaît une continuité plutôt

qu'une redéfinition, dans une approche hybride alliant récit géopolitique et instruments normatifs où la Méditerranée est perçue comme un espace de projection de puissance et des normes de l'UE.

Enfin, nous suggérons que l'UE envisage la mise en place d'un cadre de coopération « gagnant-gagnant », intégrant pleinement tous les acteurs méditerranéens (gouvernements, secteur privé, société civile) dans l'élaboration des politiques communes, selon un modèle de **gouvernance collaborative**. Ce modèle de gouvernance inclusive dotera l'UE d'un rôle géopolitique crédible dans la région et confèrera aux pays méditerranéens un statut de véritables partenaires stratégiques et de codécideurs, réalisant ainsi un équilibre régional partagé dans un environnement géopolitique changeant.

Références :

- Abdel Ghafar, A. (Ed.). (2019). *The European Union and North Africa: Prospects And Challenges*. Brookings Institution Press.
- Ausseur, P. (2022, août 11). La Méditerranée et la guerre en Ukraine : la rupture est aussi au sud. *Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques*.
- Belhaj, F. (2023). L'énergie au cœur de l'accélération de l'intégration méditerranéenne. *Voix Arabes*, Banque mondiale.
<https://blogs.worldbank.org/fr/arabvoices/accelerating-mediterranean-integration-through-energy>
- Benyahia, A. (2025, juillet 19). Accord d'association avec l'Union européenne (UE) : L'Algérie demande une réunion du Conseil d'association. *El Watan*.
<https://elwatan-dz.com/accord-dassociation-avec-lunion-europeenne-ue-lalgerie-demande-une-reunion-du-conseil-dassociation>
- Borrell Fontelles, J. (2023, juin). L'Europe dans l'interregne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine, *Groupe d'études géopolitiques*. <https://geopolitique.eu/articles/leurope-dans-linterregne-notre-reveil-geopolitique-apres-lukraine/>
- Climamed. (2021, février 9). EU proposes a new agenda and investment plan for the Mediterranean. *Climamed*. <https://www.climamed.eu/fr/eu-proposes-a-new-agenda-and-investment-plan-for-the-mediterranean/>
- Commission européenne. (2025a, février 2). Une mer, trois continents : Une nouvelle direction générale pour renforcer les partenariats méditerranéens et les partenariats avec les pays du Golfe [Communiqué de presse]. *Commission européenne*.
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_25_395
- Dussouy, G. (2001). *Quelle géopolitique au XXIe siècle ?* Les Éditions Complexe. https://classiques.uqam.ca/contemporains/dussouy_gerard/quelle_geopolitique_au_21e_s/dussouy_geopolitique_21e_s..pdf
- European Commission. (2025b, September 16). Speech by Commissioner Šuica at the MedCat conference on the new pact for the Mediterranean. *European Commission*. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_1780
- Eurostat. (2025). EU imports of energy products: Latest developments.

European Commission.

https://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php?title=EU_imports_of_energy_products_-_latest_developments

- Gillespie, R. (2011). The Union for the Mediterranean and the intergovernmental challenge for the European Union. *Journal of Common Market Studies*, 49(6), 1205–1225. <https://doi.org/10.1111/J.1468-5965.2011.02193.X>
- Groupe d'études géopolitiques. (2022, mai 18). Le plan REPowerEU. *Le Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/18/le-plan-repowereu/>
- Jeune Afrique. (2025, janvier 28). Algérie : le président Tebboune veut revoir l'accord d'association avec l'UE sur un principe "gagnant-gagnant". *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1652525/politique/algerie-le-president-tebboune-veut-revoir-laccord-dassociation-avec-lue-sur-un-principe-gagnant-gagnant/>
- Lacoste, Y. (2012). La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique. *Hérodote*, 146-147(3), 14-44. <https://doi.org/10.3917/her.146.0014>.
- Le Réseau d'ONG arabes pour le développement. (2021). *Position sur le nouvel agenda pour la Méditerranée. Le Réseau d'ONG arabes pour le développement*. https://annd.org/uploads/publications/ANND_position_on_EU_Communication_FR.pdf
- Mazzucchi, N. (2023, septembre 14). Le gaz de la Méditerranée orientale : une opportunité pour l'Europe. *Geostrategia*. <https://www.geostrategia.fr/gaz-mediterranee-orientale-opportunite-europe/>
- Parlement Européen. (2025, avril). *La politique européenne de voisinage*. Parlement Européen. <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/170/la-politique-europeenne-de-voisinage>
- Sweeney, S., & Winn, N. (2022). Understanding the ambition in the EU's Strategic Compass: A case for optimism at last? *Defence Studies*, 22(2), 192–210. <https://doi.org/10.1080/14702436.2022.2036608>
- Van Middelaar, L. (2022a). L'Union européenne face aux voisins russe et turc : la frontière (Première conférence, pp. 11-32). in *Le réveil géopolitique de l'Europe*. Collège de France. <https://books.openedition.org/cdf/12810>
- Van Middelaar, L. (2022b). L'Europe et l'entrée dans l'Histoire : le récit (Quatrième conférence, p. 73-92). in *Le réveil géopolitique de l'Europe*. Collège de France. <https://books.openedition.org/cdf/12817>